

ANA – Mai 2008

Compte-rendu
de l'UEC

Sommaire :

I- Délégués de l'UEC présents à l'ANA.....	3
II- La séance étudiante	4
1- 1^{er} temps de débat : quelle place du travail revendicatif dans l'UEC ? .	4
1.1- Introduction	4
1.2- Compte-rendu.....	6
2- 2^{ème} temps de débat : quel projet de l'UEC pour l'enseignement supérieur ?	7
2.1- Introduction	7
2.2- Compte-rendu.....	9
3- Renouveau du collectif national de l'UEC.....	10
3.1- Introduction	10
3.1.1- Extrait des statuts	10
3.1.2- Ce qu'il en est du collectif national actuel :	10
3.1.3- La démarche du renouvellement	11
3.1.4- Le rôle de collectif national	12
3.1.5- Le travail à mener	12
3.2- La proposition.....	12
III- Note de présentation de l'UEC.....	14
1- Pourquoi une Union des Etudiants Communistes au sein du Mouvement Jeunes Communistes ?	14
2- L'UEC entre hier et aujourd'hui en terme de structures	14
3- L'UEC entre hier et aujourd'hui en terme de batailles	15

I- Délégués de l'UEC présents à l'ANA

→ 59 délégués présents

Secteurs de Lille (10 délégués)

François Delalleau
Clément Lorillec
Felix Bouchon
Florent Lepilliez
Davy Castel
Axelle Lemahieu
Edouard Heyaume
Charlotte Dehove
Remy Castay
Pierre Tribout

Secteurs de Paris (9 délégués)

Luca Di Nella
Pauline Solignac
Emmanuelle Becker
Bladi Zuzuarregui
Charline Bouvet
Hélène Bidard
Chloé Barbier
Sebastien Jolis
Igor Zamichiei

Secteurs d'Aix (7 délégués)

Jessica Jade
Baptistin Vuillemot
Yannis Garcia
Leo Purguette
Magali Dalet
Robin Matta
Fabien Marion

Secteurs de Rennes (7 délégués)

Gabrielle Lafaye
Kevin Charlot
Jeannie Barbier
Benoît Montabone
Elsa Lafaye
Olivier Le Pivert
Vivien Hipeau

Secteur de Paris 8 (5 délégués)

Nordine Idir
Logan Charlot
Julien Attal
Luckenson Augustin
Nicolas Spohn

Secteurs de Lyon (3 délégués)

Boris Miachon
Alexandre Vella
Céline Nebouy

Secteur de VSQ (3 délégués)

Nicolas Bescond
Maud Marguerin
Cécile Girault

Secteur de Nanterre (2 délégués)

Mathilde Ferment
Mathieu Brunet

Secteur de Clermont (3 délégués)

Claire Amiot
Thomas Pecoil
Paul Conchon

Secteur de Strasbourg (2 délégués)

Antoine Splet
Yann Weber

Secteur de Grenoble (1 délégué)

Bastien Marchina

Secteur de Saint-Etienne (1 délégué)

Laurène Ujhelyi

Secteur de Nantes (1 délégué)

Juliette Bisson

Secteur de Caen (1 délégué)

Baptiste Broustail

Secteur de Créteil (1 délégué)

Jérôme Schaugmeaut

Secteur de Nice (1 délégué)

Solange Actis

Secteur de Marseille (1 délégué)

Aury Landas Mathilde

Secteur de Montpellier (1 délégué)

Lise Galtier

II- La séance étudiante

1- 1^{er} temps de débat : quelle place du travail revendicatif dans l'UEC ?

1.1- Introduction

La tâche principale de notre organisation, l'Union des étudiants communistes, est de mener le combat politique à l'intérieur de l'Université. Mais ce travail politique ne peut pas être accompli s'il ne s'appuie pas sur un puissant développement des luttes revendicatives à l'intérieur de l'Université, sur un mouvement d'ampleur pour la défense de nos conditions de vie et d'études.

Nous avons tenté de faire vivre cette articulation entre travail revendicatif et travail politique en développant depuis 2005 un projet dit « loi pour la réussite dans l'enseignement supérieur » (LRES). Elle avait comme but de proposer une loi cadre pour l'Université et les étudiants, aussi bien sur la question de la démocratie dans les instances universitaires que sur celle des conditions de vie étudiante (Logement, transports, papiers...) ainsi que sur celle du lien entre étude et emploi.

Le collectif national de l'UEC avait déjà pressenti les limites de cette stratégie, limites qui se sont avérées d'autant plus fortes lors des mouvements sociaux comme la LRU. A l'occasion de ce dernier, nous avons été avant tout confrontés aux carences d'un travail sur le projet politique dans notre organisation ces dernières années : dans le cadre de la LRES, nous avons avant tout promu des propositions immédiates, relevant d'avantage d'un travail syndical que d'un travail politique. De plus, l'engagement ambigu de la principale organisation syndicale, nous a conduit à occuper une si grande place dans le travail syndical que nous n'avons pu développer les perspectives politiques nécessaires au succès du mouvement. En effet, nous n'avons pas suffisamment su proposer un projet cohérent pour une Université démocratique dans une société transformée, alors que tout le monde s'accordait sur le constat d'un malaise dans l'Université française.

La crise que traverse le syndicalisme étudiant – taux de syndicalisation très faible, scores faibles des principaux syndicats et participation très faible aux élections – entraîne une difficulté pour l'UEC partout où elle est structurée : le travail politique s'avère très difficile à mener là où le terrain syndical est peu ou mal structuré. Plus grave, dans plusieurs universités, les étudiants communistes, ne trouvant pas leur place dans les syndicats existants, ont été amenés à présenter des listes en tant qu'UEC aux élections étudiantes.

Par ailleurs, nous devons considérer avec attention l'état et les positions actuelles de la principale organisation étudiante. L'UNEF intervient de manière croissante dans l'ensemble des domaines du politique, et cela doit nous interroger sur l'état actuel de sa conception du syndicalisme. Quant à la nette diminution du vote UNEF dans des sites universitaires majeurs (Montpellier, Aix Marseille, Toulouse, Lyon), elle révèle un peu plus la crise que traverse le syndicalisme étudiant.

Pour toutes ces raisons, nous devons considérer la question du syndicalisme et de la syndicalisation comme une question essentielle à notre organisation, qui ne peut se développer dans un contexte de grave crise des syndicats.

Un autre point à considérer est la transformation des relations entre notre organisation et les structures syndicales. On constate :

- (1) Une nette sous syndicalisation des étudiants communistes.
- (2) Un engagement transformé, avec une diminution des communistes dans l'UNEF Majo, et par conséquent une implication plus importante dans une tendance minoritaire de l'UNEF (la TUUD) et dans d'autres syndicats comme la FSE et SUD.

Si la TUUD, la FSE et SUD convergent souvent lors des mouvements étudiants, il subsiste des conceptions très différentes de l'Université et de la façon de mener la lutte syndicale entre ces organisations. Par ailleurs, le mouvement LRU a prouvé la difficulté pour ces organisations, même réunies, à créer un mouvement majoritaire et cohérent nationalement. Pour que le syndicalisme étudiant soit le plus efficace possible, la question de l'unification de ses forces est centrale.

Comment l'UEC peut jouer son rôle dans cette dynamique sans pour autant vouloir piloter une éventuelle recomposition ? Comment pouvons-nous œuvrer à l'unification des pratiques syndicales quelles que soient encore les divisions actuelles ? Œuvrer à cette recomposition c'est aussi nous permettre de mieux nous consacrer à notre travail politique. C'est en cela que le collectif national a reconsidéré profondément la LRES pour d'un côté travailler à la rédaction d'une charte revendicative et de l'autre concevoir un véritable projet pour une Université démocratique dans une société transformée.

L'objectif de cette charte serait :

- (1) D'élaborer un ensemble de revendications relatives aux conditions de vie et d'études des étudiants (logement, transport, santé, culture, stages, droits politiques et syndicaux...). Nous pouvons nous alimenter du travail produit par notre organisation autour de la LRES. Nous devons mieux nous approprier le travail produit par les organisations syndicales et par exemple tenter de dépasser le clivage entre salaire socialisé, allocation d'autonomie et garantie sociale étudiante.
- (2) D'augmenter le niveau de syndicalisation de nos adhérents sur des bases largement partagées. On pourra ainsi permettre aux étudiants communistes de travailler dans l'unité lors des mouvements étudiants, et ce quelle que soit leur organisation syndicale.

L'objectif de notre débat est d'avancer suffisamment sur ces questions et de donner des orientations suffisamment claires au collectif national de l'UEC pour lui permettre d'impulser le débat dans les secteurs et qu'il puisse préparer au mieux la conférence nationale dont nous avons acté le principe pour l'automne prochain.

1.2- Compte-rendu

Nous devons réfléchir à l'articulation entre la charte revendicative et les débats que nous avons eu à l'ANA, en particulier celui sur la campagne des nouveaux droits : il peut y avoir des recoupements avec certaines revendications. La charte a en particulier des carences sur les questions de pédagogie, de santé, mais aussi des problèmes posés aux étudiants salariés : il nous faut toutes les identifier et les traiter en associant l'ensemble des étudiants communistes pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle.

Ces carences peuvent être comblées par plusieurs biais : le travail effectué dans le cadre de la loi pour la réussite de tous dans l'enseignement supérieur (LRES) ; la place des étudiants communistes dans les formations du supérieur ; la place des étudiants communistes dans l'ensemble des lieux de vie des étudiants et en particulier dans les cités universitaires ; la place des étudiants communistes dans les différents syndicats ;

La question de l'interaction entre champ politique et champ syndical prise sous l'angle de la place du travail revendicatif dans l'UEC doit nous permettre d'éviter de nombreux écueils : débats centrés sur la primauté d'un syndicat sur l'autre et donc divisions syndicales nuisant à notre travail politique ; débats sur la nature du syndicalisme pratiqué dans les syndicats ; volonté de certains étudiants communistes de résoudre le problème de la faiblesse de l'action syndicale dans certaines universités par la présentation par eux-mêmes de listes.

La volonté d'œuvrer à une recomposition syndicale à été assortie de plusieurs réflexions lors du débat : analyser la place des différents syndicats à l'Université et en particulier leur rapport en leur sein même au politique ; considérer le rôle historique que jouent les organisations professionnelles dans les recompositions ; ne pas se placer sous l'optique d'un pilotage par l'organisation politique comme cela a pu se faire par le passé mais permettre plutôt la concertation de l'ensemble des forces syndicales ;

Ce processus doit permettre de clarifier le rôle de l'UEC et il doit donc être assorti d'une réelle réflexion sur la place de l'UEC à l'Université et sur les gestes de militantisme des étudiants communistes. Dans ce questionnement plus large ont émergé deux questions : celle du rôle de l'UEC dans la bataille idéologique actuelle, en particulier celle qui a lieu dans les champs disciplinaires ; celle des batailles internationales que doit mener l'UEC.

2- 2^{ème} temps de débat : quel projet de l'UEC pour l'enseignement supérieur ?

2.1- Introduction

Après plusieurs années de travail dans le cadre de la LRES, l'UEC a perçu la nécessité de travailler à l'identification et l'articulation entre les deux domaines de militantisme que sont le syndicalisme et le travail politique. Face aux attaques néolibérales sur l'enseignement supérieur, nous nous sommes souvent limités à répondre, point par point, aux textes de lois et grandes orientations, tout en proposant des améliorations proches de revendications syndicales (représentation étudiante, frais d'inscription, bourses...). Bien qu'une visée politique ait été présente dans notre travail, un projet en tant que tel, approprié par tous au sein de l'UEC, manquait pour lancer une réflexion commune avec les étudiants.

Aujourd'hui, le manque de perspectives politiques aux luttes dans le monde universitaire est l'un des facteurs de la victoire idéologique de la droite et de ses projets. Il est ainsi d'autant plus nécessaire de porter un véritable projet sur la place du système éducatif dans la société, conduisant aussi à questionner le rôle de l'UEC dans cette transformation et les modalités de son action.

Trois axes de travail ont été formulés lors du dernier collectif national :

- (1) Vers une université unifiée et démocratisée
- (2) Vers une université au cœur d'un rapport au travail émancipateur
(rapport université – travail)
- (3) Vers une université populaire (rapport université – société)

A travers eux, nous souhaitons permettre un réel travail de fond au-delà des simples sentences du « partage des savoirs, des pouvoirs »...

Ces axes vont nous permettre de mener des entretiens avec les diverses parties militantes agissant sur l'enseignement supérieur (syndicats et associations en particulier) pour déboucher sur un premier projet présenté lors de la conférence nationale de l'UEC de l'automne prochain. Il nous faut donc dès à présent réfléchir à la façon dont nous allons nous approprier ces réflexions au sein de l'organisation, nous doter d'un échéancier, et travailler à associer au maximum les étudiants à notre projet.

Ces axes ne sont pas définitifs, c'est un premier travail pour cibler les questions. Ils doivent nous permettre de balayer l'ensemble des problématiques afin que le prochain collectif national poursuive son travail et que les secteurs soient à même de participer à ce débat majeur, voire vital, de notre organisation.

(1) Vers une université unifiée et démocratisée

Le système d'enseignement supérieur français est morcelé en différents types d'établissements (Universités, BTS, CPGE, grandes écoles...). Cette situation produit une sélection sociale accentuée par les réformes s'inscrivant dans le processus de Bologne. Il y a donc une nécessité, au delà de la lutte contre les réformes actuelles, à unifier les différentes formations du supérieur. Nous pensons que cette unification doit se faire au sein d'une université qui articule Enseignement et Recherche. **Mais comment réaliser cette unification sans que cela se fasse au détriment de la diversité des enseignements et des approches pédagogiques ? Comment construire un cadre nouveau permettant l'accès de tous à des diplômes de qualité ?**

(2) Vers une université au cœur d'un rapport au travail émancipateur (rapport université – travail)

Après avoir combattu l'entrée des entreprises et du privé dans les universités, et le pouvoir de contrôle que la LRU veut nous imposer, il nous reste donc à définir quel peut être le lien avec le monde du travail, dans une autre perspective que celle de l'assujettissement. Nous devons notamment développer l'aspect formation initiale d'une sécurisation de l'emploi et de la formation. Il est urgent de prendre en main cette question du rapport entre le système supérieur public et le monde du travail, largement privé. Déjà, des voies consensuelles se dessinent entre une partie du PS et la droite sur les pôles de compétitivités et les pépinières d'entreprises. **Contrairement à cette approche qui se traduit par l'accaparement par le privé des recherches du public via des brevets, comment définir un lien renouvelé entre le privé, l'emploi et le supérieur ?**

(3) Vers une université populaire (rapport université – société)

Au delà du partage des savoirs, l'intégration de l'université comme pilier du tissu social est un enjeu de taille pour l'ensemble des forces de gauche. Des premières tentatives infructueuses ont eu lieu à travers les universités populaires par exemple. Une première question : si l'université ne peut pas seulement jouer un rôle de formation initiale, quelle doit être la place de la formation continue en son sein ? Et, deuxième question : comment faire de l'Université celle de tous les savoirs, des savoirs faire, de la culture, des arts, où serait possible une appropriation des connaissances et une production de savoirs nouveaux par différents publics ? Cette question est fortement liée à une troisième : comment permettre la prise en main, par l'ensemble des citoyens, des débats du monde scientifique, des enjeux de la Recherche ? **En somme, il s'agit de penser une université au cœur de la société et des rapports des individus au savoir et de permettre par une place nouvelle de l'Université dans les parcours de vie que les citoyens puissent décider en connaissance de cause et agir pour la transformation sociale.**

Cette nouvelle démarche de l'UEC pour constituer un projet n'a pas pour but de mettre en place, nous l'avons dit, une barrière infranchissable entre le champ politique et le champ syndical. **Notre rôle est important : il nous faut réussir à articuler chaque proposition concrète avec une perspective politique ambitieuse. Ainsi, nous pourrions convaincre à la fois que les améliorations sont possibles, mais qu'elles peuvent déboucher sur une réelle transformation de l'université, en dehors de la simple défense des acquis.** Articuler le court terme et le long terme est ainsi le seul moyen viable pour répondre aux aspirations d'un résultat visible immédiatement et d'une issue à long terme radicalement différente.

2.2- Compte-rendu

L'UEC ne pourra penser des transformations radicales pour l'enseignement supérieur (un projet) que si nous avons une vision claire de l'Université que nous voulons (une visée). Pour cela, nous devons permettre aux étudiants de réfléchir sur l'Université dans laquelle ils évoluent.

Un point crucial dans notre travail est donc de comprendre le rapport des étudiants à l'Université. Celui-ci a changé : l'Université n'est de plus en plus considérée qu'à travers le débouché professionnel qu'elle peut permettre. Comment donc amener aujourd'hui les étudiants à se poser différemment la question de leur place à l'Université ? Deux axes peuvent être dégagés pour y répondre : d'une part analyser et répondre au projet de la droite concernant le lien Université-emploi qui s'articule autour du développement des PRES et de leur lien avec des pôles de compétitivité ; d'autre part travailler bien plus que l'on ne le fait actuellement dans les lieux de vie des étudiants (ex : cité U) et avec l'ensemble des acteurs du monde universitaire.

Nous ne partons pas de rien concernant le projet à réaliser pour l'enseignement supérieur : il nous faut analyser plus finement ce qui, dans la LRES, relevait de revendications d'ordre exclusivement syndical (à inclure dans la charte revendicative) et ce qui peut être des éléments de projet politique pour être efficace en assurant une continuité dans notre travail.

La question de l'unification des formations du supérieur au sein de l'Université est notée comme centrale dans notre projet. Traiter cette question suppose en particulier d'approfondir nos réflexions concernant : la connexion entre l'Université et l'ensemble du système éducatif ainsi qu'avec la Recherche ; le financement actuel des différents établissements supérieurs public et également de ceux privés ; la formation tout au long de la vie. Parce que la conférence nationale, dont nous avons actée le principe pour l'automne prochain, est une étape importante de notre travail, nous devons dès maintenant travailler à sa réalisation et en particulier aux moyens de la financer.

3- Renouveau du collectif national de l'UEC

3.1- Introduction

3.1.1- Extrait des statuts

Voici ce qu'on peut lire au sujet des instances dirigeantes de l'UEC dans les statuts du MJCF :

L'Union des Étudiants Communistes

Les étudiants communistes ont au sein du MJCF une organisation adaptée aux enjeux propres à l'enseignement supérieur et aux luttes qui s'y développent, animé par un collectif national.

Article 40

Le collectif national de l'UEC est constitué des responsables élus lors de la séance étudiante du congrès. Il impulse l'activité des étudiants communistes dans l'ensemble des lieux de l'enseignement supérieur.

Article 40 bis

Le collectif national peut être renouvelé tous les ans à l'ANA. Il est élu par l'ensemble des délégations de secteurs présentes à l'ANA.

Article 41

Le collectif national de l'UEC élit sa coordination nationale et son secrétaire national. Le conseil national ratifie ces élections.

3.1.2- Ce qu'il en est du collectif national actuel :

Aujourd'hui, il y a **32 membres** permanents dans le collectif national, issu de 17 secteurs différents.

Le niveau d'études des membres se répartissait comme tel, à l'élection de ce collectif national au congrès :

Bac	+ 1 = 1	
	+ 2 = 2	1+2=3 = 9 % de bac +1 à bac +2
	+ 3 = 11	3+11=14= 44 % de bac + 1 à bac + 3
	<hr/>	
	+ 4 = 9	
	+ 5 = 6	
Thèse = 3	15 + 3 = 18 = 56 %	de bac + 4 à la thèse

Au sujet de la **répartition hommes / femmes** dans le CN on est à 21 hommes et 11 femmes - et à titre d'information dans la coordination : 2 femmes pour 3 hommes.

Les filières d'études des membres du collectif national sont majoritairement : en histoire à 40 % / en science po à 21 % / en archéo - histoire de l'art - socio à 15 % / en lettre - espagnol- staps - math - biologie : 1 personne dans chacune de ces matière.

Nous n'avons pas aujourd'hui de données claires sur **les étudiants salariés** dans l'orga et dans le collectif national – la fiche de renseignement remise aux délégués de l'ANA nous aidera à avoir plus de données.

Sur la Participation au CN – on remarque une nette disparité qui semble recouper le niveau de structuration des secteurs avec une plus forte participation des secteurs les plus structurés.

-ainsi les secteurs dont des animateurs nationaux sont issus, présents régulièrement : les secteurs parisiens / St Denis / Lille / Renne / Aix / Versailles SQ

-les secteurs peu présents : Nanterre / Clermont / Dijon.

-les secteurs dont les membres ne sont jamais venus depuis le congrès : Villetaneuse, Amiens, Montpellier et Bordeaux.

3.1.3- La démarche du renouvellement

Le collectif national de l'UEC a réfléchi à son renouvellement depuis la rentrée de septembre d'une part à cause du **renouvellement naturel** dans l'organisation, certains changeant de fac, d'autre finissant leurs études et donc quittant leurs responsabilités, ... enfin de part **le travail d'organisation** coordonné par Fabien Marion, l'UEC a changé de géographie, de nombreux nouveaux secteurs se sont constitués, la nécessité de prendre en compte les besoins de ces secteurs émergents dans le collectif national devenait primordiale.

Ainsi le collectif national des 8 et 9 septembre a décidé de se doter d'un système exceptionnel d'invités participants aux réunions – sans pouvoir décisionnel mais pouvant faire part de leurs avis. Ce système a été mis en place après un bilan fait de la participation des membres du CN, mais aussi d'une consultation auprès des membres faite pour établir les changements de responsabilités au niveau local, les changements de facs, de situations personnelles, ...

Lors du Collectif national d'octobre 20 membres était présents avec 9 participants invités. Après un bilan orga et des consultations, la coordination s'est vite rendue compte qu'on ne pouvait continuer qu'avec les membres élus au vu de la date très reculé de la tenue de l'ANA. **Ainsi nous avons continué la démarche pour le Collectif national suivant des 23 et 24 février et nous avons mené le débat sur comment mener à bien ce renouvellement.**

Ainsi nous avons défini 5 points sur lesquels il était nécessaire d'avancer dans l'ensemble de l'organisation avant le renouvellement du CN :

1 – Le manque de stabilité (en terme de participation) des responsables nationaux au vu du turn over important des responsables et plus généralement des membres de l'UEC.

2 – La difficulté de production politique des responsables nationaux - à laquelle s'ajoute une difficulté de la circulation de l'information dans l'orga – un collectif national qui doit représenter la réalité du mouvement quelque soit l'actualité.

3 – La générale non appropriation démocratique de la question du renouvellement par les secteurs (le renouvellement du CN ne se faisant qu'en congrès et en ANA).

4 – Les difficultés d'organisation que connaît l'UEC dans son ensemble - le CN doit pouvoir parer au rétrécissement de la coordination et aux manques matériels.

5- L'éventuel manque d'intérêt des membres de secteurs pour leur participation aux CN - L'expérience des formations dans le CN est-elle à pérenniser ? Comment organiser un retour de ce qui est décidé par le CN dans les secteurs, par des comptes rendus mais aussi directement par les membres du CN ?

3.1.4- Le rôle de collectif national

Les consultations envoyés après le CN de février et le débat qui a eu lieu lors du dernier CN de l'UEC des 19 et 20 avril a permis de définir le rôle du collectif national de manière plus large, en 6 points :

- 1 – **Centraliser les informations** – avoir un échange sur l'activité des secteurs – permettre un lien direct entre les secteurs.
- 2 - **Centraliser les ressources et les compétences** entre les étudiants communistes.
- 3 - Faire un **état des lieux de la trésorerie nationale**, sortir du **matériel commun** pour les secteurs de l'UEC
- 4 - Définir les **grands axes politiques** de l'UEC.
- 5 - Lancer des **campagnes**.
- 6 - Jouer un **rôle formateur** auprès des membres du collectif national – mais également en retour pour les secteurs.

En somme, jouer le rôle d'un organe de direction, avec des membres du collectif pleinement animateurs nationaux, impulser des batailles et des lignes politiques et organisationnelles.

3.1.5- Le travail à mener

Rappel important :

Article 36

Le conseil national, comme toutes les instances du MJCF, tend à la parité.

Comment mettre le CN en dynamique après l'ANA ? Comment résoudre le pb du travail continu entre les collectifs nationaux, celui de l'application des décisions au niveau national comme au niveau local, celui de l'appropriation du collectif national par ses propres membres ?

3.2- La proposition

Au vu des critères définis et des questionnaires remontés à la coordination vous trouverez ci-dessous la première proposition de renouvellement actée lors du CN d'avril :

Amiot Claire	Clermont Ferrand	Lafaye Gabrielle	Rennes
Attal Julien	Paris 8 St-Denis	Lecourtier Sven	Bordeaux 1
Barbier Chloé	Paris 1 Sorbonne	Lepillet Florent	Lille 3 CDG
Becker Emmanuelle	Paris 3 Censier	Lorillec Clément	Lille 3 CDG
Bescond Nicolas	Versailles St-Quentin	Marchina Bastien	Grenoble
Bisson Juliette	Nantes	Marion Fabien	Région Parisienne
Bouchon Felix	Lille 3 CDG	Matta Robin	Aix en Provence
Campagna Manon	Paris 4 Tolbiac	Miachon Boris	Lyon 2 Bron
Chaigneau Audrey	Paris 8 St Denis	Paboef Fabien	Rennes
Dechaume Astrid	Rennes	Pecoil Thomas	Clermont Ferrand
Delalleau François	Lille 3 CDG	Splet Antoine	Strasbourg
Di Nella Luca	Paris 7 PRG	Vella Alexandre	Lyon 2 Quai
Dupont Bénédicte	Valencienne	Vuillemot Baptistin	Aix en Provence
Ferment Mathilde	Paris 10 Nanterre	Zamichiei Igor	Paris 7 PRG
Galtier Lise	Montpellier	Zuzuarregui Bladi	Paris 3 Censier
Garcia Yanis	Aix en Provence	<i>Paraskevaidis Dimitri</i>	<i>St-Etienne</i>
Girault Cécile	Versailles St Quentin	<i>Bellet Lilian</i>	<i>Caen</i>
Idir Nordine	Paris 8 St Denis	<i>Un homme</i>	<i>Dijon</i>
Jolis Sébastien	Paris 1 Sorbonne		

Néanmoins la situation ayant évolué dans plusieurs secteurs depuis voici la proposition que la coordination fait en ayant essayé au mieux de garder la proposition du collectif national du moi d'avril :

- St Etienne : Question de disponibilité. → Ujhelyi Laurène
- Caen : Renouvellement des responsables locaux. → Broustail Baptiste
- Dijon: Une situation locale qui a mis du temps à s'actualiser. → Chatelot Maxime

Proposition soumise au vote des délégués de secteurs à l'ANA :

Amiot Claire	Clermont-Ferrand
Attal Julien	Paris 8 St-Denis
Barbier Chloé	Paris 1 Sorbonne
Becker Emmanuelle	Paris 3 Censier
Bescond Nicolas	Versailles St-Quentin
Bisson Juliette	Nantes
Bouchon Felix	Lille 3 CDG
Broustail Baptiste	Caen
Campagna Manon	Paris 4 Tolbiac
Chaigneau Audrey	Paris 8 St Denis
Chatelot Maxime	Dijon
Dechaume Astrid	Rennes 2 Villejean
Delalleau François	Lille 3 CDG
Di Nella Luca	Paris 7 PRG
Dupont Bénédicte	Valencienne
Ferment Mathilde	Paris 10 Nanterre
Galtier Lise	Montpellier
Garcia Yanis	Aix en Provence
Girault Cécile	Versailles St Quentin
Idir Nordine	Paris 8 St Denis
Jolis Sébastien	Paris 1 Sorbonne
Lafaye Gabrielle	Rennes 1
Lecourtier Sven	Bordeaux 1
Lepillet Florent	Lille 3 CDG
Lorillec Clément	Lille 3 CDG
Marchina Bastien	Grenoble
Marion Fabien	Région Parisienne
Matta Robin	Aix en Provence
Miachon Boris	Lyon 2 Bron
Paboeuf Fabien	Rennes 2 Villejean
Pecoil Thomas	Clermont Ferrand
Splet Antoine	Strasbourg
Ujhelyi Laurène	Saint Etienne
Vella Alexandre	Lyon 2 Quai
Vuillemot Baptistin	Aix en Provence
Zamichiei Igor	Paris 7 PRG
Zuzuarregui Bladi	Paris 3 Censier

Résultat du vote :

- **Pour : 45**
- **Contre : 2**
- **Abstentions : 3**

Composition :

- 37 Membres
- 13 F / 24 H
- 23 P / 14 RP

Evolution par rapport au précédent CN :

- **Accroissement de 15 points du nombre de membres.**
(CN précédent : 32 membres)
- **Accroissement d'1 point du nombre de femmes dans le CN :**
Ratio F/H à 35% / 65%
(Ancien ratio : 34% / 66%)
- **Accroissement de 3 points du nombre de membres de Province :**
Ratio P/RP à 62% / 38%
(Ancien ratio à 59% / 41%)

Renouvellement :

- 11 Sortants renouvelés et 26 Entrants, i.e. 70% de nouveaux membres.

III- Note de présentation de l'UEC

Vous trouverez ci-dessous une courte note de présentation de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) faite oralement (~ 5 min) à l'ANA par Igor.

1- Pourquoi une Union des Etudiants Communistes au sein du Mouvement Jeunes Communistes ?

- L'Université regroupe un nombre important de jeunes et est un milieu où des revendications communes sont portées et où des repères communs se développent : une même adresse peut permettre de toucher plus deux millions d'étudiants.
- L'Université, comme principal lieu de production et de diffusion des connaissances, est au cœur des enjeux sur le savoir. Se saisir de ces enjeux, à l'heure où la révolution informationnelle peut tant mener à une hégémonie de la classe dominante qu'à l'émancipation des individus, est un défi plus actuel que jamais pour le partage des savoirs et donc des pouvoirs.
- Les mouvements étudiants ont historiquement joué une grande place dans la transformation sociale. On peut citer en particulier mai 68 puisque nous sommes l'année du 40^{ème} anniversaire des événements. Récemment encore, lors de la lutte contre le CPE, s'est également opérée une jonction entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier qui a mené plus de 3 millions de personnes dans nos rues pour faire reculer le gouvernement.

2- L'UEC entre hier et aujourd'hui en terme de structures

Historiquement le MJCF a été composé de plusieurs organisations : l'Union des Jeunes Communistes de France (UJCF), l'Union des Jeunes Filles de France (UJFF), l'Union des Etudiants Communistes de France (UECF), l'Union des Jeunes Agricoles de France (UJARF).

Dans les années 70, il ne subsiste plus que l'UEC en tant que tel dans le MJCF. Le choix de garder cette structure est avant tout déterminé à l'époque par l'analyse que l'Université est alors en pleine expansion (massification de l'Université). Depuis le mouvement n'a plus eu de changement structurel majeur.

Aujourd'hui l'UEC est présente sur plus d'une de 30 villes universitaires et sur plus de 50 sites. Nous sommes dans une dynamique de renforcement, tant du point de vue de notre implantation territoriale que de notre nombre d'adhérents. L'unité de structuration locale de l'UEC est le secteur. L'organisation possède également des instances nationales que sont le collectif national (37 membres – une direction -) et la coordination nationale (4 membres – un exécutif - dont le secrétaire national).

3- L'UEC entre hier et aujourd'hui en terme de batailles

Dès 1939 la lutte des étudiants communistes est avant tout celle contre le fascisme et autour de l'objectif de la paix dans le monde.

Dans les dix dernières années, après la massification de l'Université, les batailles de l'UEC s'articulent autour de deux axes :

- Le travail sur un projet pour l'enseignement supérieur dont une des étapes a par exemple été le lancement de 3 chantiers en 2000 (sécuriser le temps de formation, sécuriser l'accès à l'emploi, développer la citoyenneté étudiante)
- Des batailles internationales, comme celle menée en 2002 contre la fermeture d'universités palestiniennes, ou encore celle plus récente d'une charte européenne des droits des étudiants.

Aujourd'hui, alors que nous n'avons pu aboutir dans le projet d'une loi pour la réussite dans l'enseignement supérieur (LRES), nous nous centrons sur la nécessité de construire un véritable projet politique pour l'enseignement supérieur qui expose les transformations radicales pour parvenir à l'Université du XXIème siècle que nous voulons : une université massifiée et démocratisée, au cœur d'un nouveau rapport au travail et à la société. Pour y parvenir nous avons décidé de traiter la question de la place du travail revendicatif dans l'UEC pour mieux clarifier notre rôle et pour que notre action puisse s'appuyer sur des luttes revendicatives unitaires et massives. Nous avons également décidé de relancer un travail de l'UEC à l'échelle internationale, échelle à laquelle nous n'avons trop peu produit et construit ces dernières années. Pour remplir ces objectifs, nous avons acté le principe d'une conférence nationale de l'UEC à l'automne, pour nous appuyer sur la réflexion de l'ensemble des étudiants communistes.

Enfin, une question importante posée au Mouvement Jeunes Communistes dans son ensemble mérite d'être soulignée : celle de la place de l'Union des étudiants communistes en son sein. Permettre à l'UEC d'exister par la présence de secteurs sur les lieux d'enseignement supérieur présents dans les départements où le MJCF est structuré en fédération est un fort point d'appui pour permettre au mouvement, évidemment de renforcer son action envers les étudiants, mais également et c'est un point important, de développer son rôle d'organisation des lycéens et des jeunes travailleurs. La cohérence de nos structures partout en France permettra de renforcer notre efficacité militante.

**VIVE l'Union des étudiants communistes
et VIVE le Mouvement Jeunes Communistes !**